

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

DÉPARTEMENT DU FINISTÈRE

COMMUNE DE BRENNILIS

ARRÊTÉ MUNICIPAL

Réglementant la vitesse
dans le village de Ploënez

LE MAIRE DE BRENNILIS,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83-8 du 07 janvier 1983;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122-21-5, L 2212-1 et L 2213-1 à L 2213-4 ;

VU le code de la route et notamment les articles R.413-14/1, R.130-2 et L.130-4; ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

Considérant que en raison des risques occasionnés par la vitesse excessive de nombreux conducteurs aux entrées et dans le village de Ploënez il y a lieu de limiter la vitesse à 30 km/h sur ce secteur

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Est limitée à 30 km/heure la vitesse de tous les véhicules circulant dans les zones suivantes:

- usagers entrant à hauteur de la propriété dite « Faillard » et sortant de la VC n°2
- usagers entrant face à la route de Leïntan et sortant de la VC n°2
- usagers entrant et venant du village de Kerannou.

ARTICLE 2 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - quatrième partie - signalisation de prescription - sera mise en place à la charge de la commune.

ARTICLE 3 : Des dispositifs supplémentaires contribuant au respect de la limitation de vitesse pourront être testés puis installés dans le cadre de la réglementation en vigueur.

ARTICLE 4 : Les dispositions définies par l'article 1^{er} prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

ARTICLE 5 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Brennilis.

ARTICLE 7 : Conformément aux articles R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Quimper dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 8 : M. le Maire de la commune de Brennilis, M. le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture, M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie de Pleyben sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur est envoyée.

Brennilis, le 7 mai 2012

Le Maire,

(signé)

Jean-Victor Gruat